

BUREAUX
 ROUBAIX. — 49, rue de la République. Tél. 27.22, 28.22 et 29.22.
 TOURCOING. — 21, rue Caron. Tél. 27.
 LILLE. — 2, rue Faidherbe. Tél. 239.21.
 PARIS. — 26, boulevard Poissonnière. Tél. Provence, 71.24.
 MOUSCROIX. — 105, rue de la Station. Tél. 244.

ANCIENS DIRECTEURS :
 Jean Robens
 Alfred Robens
 Edouard Robens

Journal de Roubaix

Quotidien de Roubaix Tourcoing et de la Région

C'est la publicité qui fait vendre!

Aider vos représentants dans leurs démarches en faisant de la publicité dans les journaux!

La situation politique

CONSEIL DES MINISTRES CE MATIN IL SERA CONSACRÉ :

A la politique étrangère
 A l'examen de l'ordre du jour des débats parlementaires

Paris, 5 décembre. — Les ministres se réuniront ce matin en Conseil à l'Élysée, sous la présidence de M. Albert Lebrun.

Le Conseil sera consacré, d'une part, à la politique étrangère que la visite à Paris de M. von Ribbentrop a remise au premier plan de l'actualité et, d'autre part, à l'examen des conditions de la prochaine rentrée parlementaire.

La date de celle-ci n'a pas encore été fixée officiellement et c'est au cours de la délibération de ce matin que cette décision serait prise.

Il n'est pas impossible, cependant, qu'une nouvelle réunion du cabinet soit consacrée plus particulièrement à l'examen de l'ordre du jour du débat parlementaire.

Aucune disposition en ce qui concerne l'inscription de la réforme électorale en tête de cet ordre du jour n'a encore été envisagée. Il faudra attendre la réunion de la commission du suffrage universel

de la Chambre qui débitera mardi. Puis, celle du groupe radical qui, mercredi, doit prendre position à ce sujet.

C'est donc la politique étrangère qui sera le principal sujet de la discussion du Conseil d'aujourd'hui.

M. Georges Bonnet qui ira accueillir à 11 heures M. von Ribbentrop à son arrivée à Paris, mettra ses collègues au courant des manifestations antifrançaises qui se sont produites récemment en Italie et de la réponse du gouvernement italien auprès duquel le ministre des Affaires étrangères avait protesté à ce propos.

Enfin, la situation politique résultant des événements du 30 novembre sera, vraisemblablement examinée par les ministres.

Cependant, le Conseil ne pourra être de longue durée car M. Daladier offrira un déjeuner en l'honneur du ministre allemand des Affaires étrangères.

Une suite à l'accord de Munich

M. VON RIBBENTROP signe aujourd'hui à Paris la déclaration franco-allemande

qui fixe de manière permanente le tracé de la frontière de l'Est et doit créer un climat nouveau entre les deux pays

Dans les milieux diplomatiques français on attache à cette déclaration une valeur morale et politique considérable

BILLET PARISIEN

PARIS, 5 DÉCEMBRE (Minuit).

Le voyage de M. von Ribbentrop à Paris, où il arrivera mardi à 11 heures, suscite un grand intérêt dans toutes les capitales européennes. Le ministre des affaires étrangères du Reich vient, on le sait, pour signer la déclaration commune franco-allemande de renoncement à la guerre. Mais cet instrument diplomatique qui, de l'avis des Allemands eux-mêmes, n'a d'autre mérite que de confirmer par écrit l'engagement pris par le chancelier Hitler de ne plus revendiquer l'Alsace et la Lorraine, n'est peut-être pas le but principal de la venue en France du ministre allemand. Le fait qu'il sera accompagné de M. Gaus, chef du département juridique de la Wilhelmstrasse, a fait dire à certains que la déclaration commune pourrait être assortie d'un protocole plus précis jetant, par exemple, les bases d'un accord dans le domaine commercial, voire dans le domaine du désarmement.

On ne sait ce qu'il faut penser de ces affirmations, mais ce qu'on est à même de noter dès à présent, c'est le désir que manifeste le Troisième Reich de conclure rapidement ce premier accord. Cette hâte ne s'expliquerait pas seulement par le souci de l'Allemagne de convaincre la France qu'elle ne nourrit aucune mauvaise intention à son égard, elle paraît répondre au désir de Berlin d'opposer l'attitude de la France à la vague de réprobation que les persécutions antisémitiques ont fait déferler dans les pays anglo-saxons.

Pour ne rien perdre des avantages moraux qu'il compte retirer de ce premier essai de rapprochement franco-allemand, le gouvernement allemand veille à ne pas être compromis par les manifestations



Précédant le ministre des Affaires étrangères allemand, M^{me} et M. COULONRE, ambassadeur de France à Berlin, sont arrivés lundi matin à Paris.

francophobes qui se sont produites en Italie. Visiblement, on s'attache à Berlin à représenter ces manifestations comme des exagérations sans grande importance. La campagne révisionniste de la presse italienne a-t-elle vraiment été déclenchée à l'insu de l'Allemagne, ou bien, comme certains l'affirment, l'Allemagne l'a-t-elle appuyée en sous-main, pensant qu'elle pourrait servir d'amorce à ses propres revendications coloniales?

Il n'est pas sûr que les échanges de vues qui auront lieu mardi et mercredi, au quai d'Orsay, apporteront sur ce point controversé et encore mystérieux les éclaircissements désirables.

René ROUSSEAU.

(Lire la suite page 2.)

Les visées irrédentistes italiennes

Un appel

DE M. DALADIER AU CALME ET AU SANG-FROID DES POPULATIONS DE CORSE ET DE TUNISIE.

Une déclaration

DE M. CHAMBERLAIN SUR LE MAINTIEN DU « STATU QUO » EN MEDITERRANEE ET LA DEMARCHE DE L'AMBASSADEUR BRITANNIQUE A ROME.

La présidence du Conseil communique la note suivante: « Depuis jeudi dernier, M. Daladier reçoit de très nombreux télégrammes des municipalités de Corse, des associations et des groupements corses, aussi bien de l'île elle-même que de toutes les régions de l'empire français. Le président du Conseil regrette de ne pouvoir répondre à chacune de ces adresses, qui se chiffrent par plusieurs milliers et dont beaucoup rappellent avec raison que 40.000 Corses sont tombés pendant la grande guerre pour la liberté de la France et de ses alliés.

M. Daladier a aussi reçu de Tunisie un grand nombre de télégrammes de Français et de Tunisiens qui renouvellent en termes émouvants leur attachement à la France et leur fidélité à notre drapeau.

Le président du Conseil, qui doit visiter la Corse et la Tunisie aux vacances de janvier, voit dans ces témoignages spontanés la meilleure réponse qui puisse être faite à des manifestations qui se heurteraient à la volonté résolue des Français de faire respecter par tous les moyens l'intégrité absolue de tous les territoires sur lesquels flotte le pavillon national.

Le président du Conseil fait appel au calme et au sang-froid des populations de Corse et de Tunisie afin qu'elles s'abstiennent de toute manifestation qui ne pourrait que nuire à la dignité et à la noblesse de leur patriotisme.

(Lire la suite page 3.)

Un vapeur grec coule à la suite d'une collision avec un paquebot allemand au large d'Ouessant

Dix-sept personnes du vapeur grec sont portées disparues

Brest, 5 décembre. — Le paquebot allemand « La Plata », qui se rendait à Buenos-Aires, est entré en collision au large d'Ouessant, avec le vapeur grec « Akti ».

Un S.O.S. ayant été lancé par le navire allemand, l'« Abeille 22 » de Brest et le « Zwarts-Zev » appareillèrent pour se porter au secours du « La Plata ».

Seize hommes et une femme qui se trouvaient à bord du vapeur grec « Akti » sont signalés comme disparus. Quinze personnes du vapeur grec ont été sauvées et recueillies à bord de « La Plata ».

Le vapeur « Akti » a coulé. Plus d'un tiers du « La Plata » est inondé; les autres parties sont indemnes.

Ce vapeur, accompagné de deux remorqueurs, est en route pour Brest.

Le Comité permanent de la défense nationale, s'est réuni lundi au Ministère de la Guerre, sous la présidence de M. Édouard Daladier, pour étudier diverses questions intéressant la mise au point des programmes d'armement.

Une crise ministérielle QUI SERA PEUT-ÊTRE DIFFICILE A RÉSOUDRE s'ouvre en Belgique

Le veto du parti socialiste réuni en Congrès contre les relations avec Burgos et le désaveu des ministres du parti ruine les efforts de M. Spaak pour le remaniement du Cabinet

Celui-ci se présente cependant aujourd'hui devant la Chambre

La crise politique belge est entrée aujourd'hui, dans une phase aiguë. Nous avons relaté les efforts méritoires déployés par M. Spaak ces derniers jours pour donner à M. Max-Léo Gérard, le ministre des Finances démissionnaire, un successeur qui donnât satisfaction aux divers partis de la coalition gouvernementale; profitant de cette circonstance, M. Spaak voulait, ainsi que nous l'avons dit, apporter à la composition de son « cabinet », et à la répartition des ministères et de leurs attributions respectives, diverses innovations destinées à mettre l'accent sur la volonté du gouvernement, de s'atteler à la solution des problèmes d'ordre financier ou économique, qui pèsent, très lourdement, sur la vie politique en Belgique.

Un vote du congrès socialiste vient d'annihiler tous ces efforts. En effet, réuni en congrès extraordinaire, pour voter définitivement la querelle suscitée en son sein par l'attitude non équivoque, prise par M. Spaak et ses collaborateurs socialistes, en faveur de l'entrée en relations avec le gouvernement nationaliste



M. SPAAK (Ph. Interpress.)

espagnol de Burgos, le parti socialiste a voté, hier, à une écrasante majorité, un ordre du jour désavouant cette attitude. Les ministres socialistes devraient donc démissionner, ainsi qu'on le verra plus loin, à la lecture du compte rendu des débats.

Nous reprenons, ci-après, dans leur ordre chronologique, les événements de la journée.

Les conversations de M. Spaak

La matinée de lundi

Dès lundi matin, M. Spaak, premier ministre, se rendait au Palais et a mis le roi au courant des pourparlers qu'il avait eus dans la soirée de dimanche.

Retour au département des Affaires étrangères, M. Spaak a eu un long entretien avec M. Marek, ministre des Transports et ensuite avec M. Dierckx, ministre de l'Instruction publique.

(Lire la suite page 2.)

LES AGISSEMENTS DE LA POLICE SOVIETIQUE EN FRANCE

La Plevitzkaïa

femme du général Skobline se défend devant les assises de la Seine d'avoir été complice

DE L'ENLÈVEMENT DU GÉNÉRAL DE MILLER

mystérieusement disparu de Paris le 22 septembre 1937



LA PLEVITZKAÏA S'ENTRETENANT AVEC SON AVOCAT

Paris, 5 décembre. — Après la disparition en 1930 du général Koutépoff, président de la Fédération des anciens combattants russes, le général de Miller, successeur de Koutépoff, disparaissait à son tour le 22 septembre 1937. L'auteur présumé du rapt était le général Skobline, agent secret du G.é.é. qui aurait eu pour complice sa femme, née Nadeïda Vishkova, plus connue avant son mariage sous le nom de la Plevitzkaïa.

(Lire la suite page 3.)

LA CHAMBRE

pourrait aborder le 15 décembre

la discussion budgétaire

La Commission des Finances entendrait mercredi ou jeudi MM. Reynaud et Daladier sur les atténuations à apporter aux décrets-lois

La discussion du projet de réforme électorale sera-t-elle ajournée ?

Le programme des prochaines réunions de la Commission des Finances demeure très chargé puisque mardi et mercredi, elle doit tenir trois séances quotidiennes pour examiner quelques-uns des plus importants budgets particuliers des dépenses et ensuite les chapitres réservés.

Elle aura peut-être à entendre les membres du gouvernement sur ces chapitres mercredi et jeudi et notamment MM. Daladier et Reynaud, en particulier, sur les atténuations qui pourraient être apportées aux décrets-lois.

L'examen des 99 articles de la loi de finances doit commencer jeudi, mais la Chambre reprendra ce jour-là ses séances et examinera vendredi la politique générale, il semble bien que la fin des délibérations de la Commission sur le budget de 1939 n'interviendra pas avant samedi ou dimanche. Cinq jours étant nécessaires à l'impression du rapport général, la discussion en séance publique ne pourrait s'engager que le jeudi 15, soit une semaine après la rentrée.

La séance du mardi matin pourrait être réservée à la discussion d'un projet tendant à alléger la discussion du budget.

Quant à la discussion envisagée pour mardi du rapport Pomaret, elle semblerait moins probable lundi qu'il y a quelques jours.

(Lire la suite page 2.)

Paix sur l'Asie ?

DES POURPARLERS ENTRE LA CHINE ET LE JAPON SONT-ILS ENGAGÉS A HONG-KONG ?

Un parti de la paix chinois voudrait obtenir la démission de Tchong Kai Chek



LE GÉNÉRAL TCHANG KAI CHEK

Hong-Kong, 5 décembre. — Selon des renseignements puisés à des sources dignes de foi, des pourparlers de paix entre la Chine et le Japon se dérouleraient à Hong-Kong, consécutivement à l'arrivée dans la colonie anglaise de M. Tseng Tsong Ming, délégué du parti de la paix.

M. Tseng Tsong Ming, qui a fait ses études en France, est le confident et le secrétaire privé de M. Chiang Tchong Way et fut vice-ministre des Chemins de fer. Ces négociations seraient en relation étroite avec les efforts du parti de la paix chinois pour obtenir la démission du maréchal Tchong Kai Chek.

Après l'échec de la C.G.T.

REPRISE DU TRAVAIL PRESQUE GÉNÉRALE

Les Usines Renault, notamment, ont rouvert leurs portes

SEUL LE CONFLIT DU HAVRE SUBSISTE

Le « Paris » partira aujourd'hui quelle que soit la décision de son équipage et « Normandie » partira le 17



LE BARRAGE DE REMORQUEURS ÉTABLI DANS LE PORT DU HAVRE PAR LES GRÉVISTES (Lire nos informations page 2.)